

Le Monde a publié cette semaine une série d'articles très intéressants sur le renseignement développé par nos alliés contre... leurs alliés dont nous faisons bien entendu partie. Je ne suis pas naïf au point de croire que nous ne le faisons pas, mais quand même ce club fermé des « five eyes only » qui réunit, depuis la seconde guerre mondiale, les services secrets techniques anglo-saxons américains, britanniques, australiens, canadiens et néo-zélandais est le symbole d'une grande défiance envers ceux qui n'en font pas partie.

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis tiennent les deux principaux rôles. L'Agence nationale de sécurité (NSA) américaine compte 60 000 personnes et dispose d'un budget annuel d'environ 9,3 milliards d'euros, supérieur à celui de la CIA. Elle a été créée en 1952 par un décret secret du président Harry Truman et ne sera officiellement reconnue qu'en 1957. Son homologue britannique, le Government Communications Headquarters (GCHQ), a été fondé sous un autre nom par Winston Churchill ... durant la première guerre mondiale, lorsqu'il fallait espionner les communications de l'armée allemande. L'existence du service n'a été reconnue qu'en 1983. Il comporte 6 500 personnels.

Ces nombreux articles sont donc intéressants à plus d'un titre. Ils résultent de l'exploitation de nouveaux documents extraits par *Le Monde*, en collaboration avec le site *The Intercept* (<https://theintercept.com/>) qui dispose des archives volées, ne l'oublions pas, par Edward Snowden.

Ils montrent que la NSA américaine et son homologue britannique peuvent capter toutes les données des communications par les téléphones portables des passagers de la plupart des compagnies aériennes. La collecte des données se fait quasiment en temps réel. Le GCHQ pourrait même, à distance, perturber le fonctionnement d'un téléphone de sorte que son utilisateur soit contraint de le redémarrer avec ses codes d'accès : les services britanniques intercepteraient du même coup ses identifiants.

Air France est ciblée particulièrement, ce que la compagnie dément. A la date d'aujourd'hui, les autorités françaises en matière de sécurité aérienne ont d'ailleurs toutes validé l'utilisation des GSM à bord des avions et les experts estiment que 2016, 2017 et 2018 seront les années historiques du téléphone portable en vol, notamment par l'installation du Wi-Fi en plein ciel.

Certes, selon le GCHQ, ou la NSA, toutes ces interceptions sont « menées conformément au strict cadre juridique et politique qui veille à ce que nos activités soient autorisées, nécessaires et proportionnées, et respectent totalement la Convention européenne des droits de l'homme » pour les Britanniques.

Autre point intéressant, celui qui concerne la question des otages français et du paiement de leur libération. Les documents montrent l'ambiguïté du discours politique officiel affichant la fermeté et payant les rançons. Ils indiquent que Londres et Washington aident Paris à libérer ses ressortissants mais agissent pour l'empêcher de payer les preneurs d'otages.

Enfin, le manque de coopération, sinon la rivalité, entre les deux principaux services français, la DGSE et DGSI, est révélé alors que leur coopération bilatérale avec la NSA ou avec son homologue britannique, le GCHQ, est souligné.

Ces articles confirment surtout la place que le cyberspace a pris dans les relations internationales et la sécurité nationale de chaque pays. Ainsi, le Royaume-Uni a prévu, fin 2015, de débloquer 2,7 milliards d'euros d'alors sur cinq ans pour consacrer la place centrale du GCHQ. Un cyber-centre national coordonnant l'ensemble des actions menées dans ce domaine lui a été rattaché en 2016. La formation a été déclarée une priorité nationale. Un institut de cryptologie a été créé pour 20 millions de livres et des programmes de sensibilisation financés pour recruter dans les universités mais aussi dans les collèges.

Cette même semaine, le président russe Vladimir Poutine a approuvé le 5 décembre la nouvelle doctrine de sécurité informatique de la Russie. L'un de ses objectifs est la dissuasion stratégique et la prévention des conflits militaires pouvant découler de l'utilisation des technologies informatiques.

Cependant, d'autres éléments plus positifs pour le renseignement français ont été rendus publics. Ainsi, le service de renseignement TraCfin vient de publier son rapport annuel (<http://www.economie.gouv.fr/traCfin/accueil-traCfin>). Il montre que le renseignement en France s'organise notamment dans l'identification des ressources financières avec 45 266 notifications en 2015 et des déclarations de soupçons en hausse de 18%, concentrées sur quatre grands métiers à l'origine de 93 % des déclarations : banques, assureurs, établissements de paiement (change, transferts de fonds, etc.) et changeurs manuels de devises. Depuis les attentats de janvier 2015, il est devenu un outil essentiel de la lutte contre le financement de l'islamisme radical pour identifier les « signaux faibles » de radicalisation.

Le renseignement est devenu une fonction majeure dans la lutte contre les salafistes-djihadistes. La question à venir sera le juste milieu à trouver entre un renseignement aux pouvoirs de plus en plus importants et les libertés du citoyen. Les services de renseignement devront être contrôlés dans tous les cas pour éviter les dérives en raison d'une technologie de plus en plus intrusive mais dont nous ne pouvons pas nous passer.